

*Handwritten signature*

**15 LOVE**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 8.000 €**  
**Siège social : 2 rue des Viris**  
**92210 SAINT CLOUD**  
**RCS NANTERRE n° B 440 997 005**

GREFFE TRIBUNAL DE  
COMMERCE DE NANTERRE  
21 SEP. 2002  
DEPOT N° 26661

**PROCES-VERBAL DE DECISIONS EXTRAORDINAIRES  
DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 18 JUILLET 2002**

L'an deux mille deux, et le dix-huit juillet à dix-huit heures, Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR, propriétaire en pleine propriété des 800 parts composant le capital social, associée unique de la société,

**I – A PREALABLEMENT EXPOSE**

En sa qualité de seule gérante de la société, Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR, associée unique, a souhaité proposer le transfert du siège social de la société qui avait initialement été fixé à son domicile ainsi que la loi l'autorisait ;

**II – A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES SUR L'ORDRE DU JOUR CI-APRES :**

- Transfert du siège social,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs à donner.

**PREMIERE DECISION**

L'associée unique décide de transférer le siège social du 2 rue des Viris 92210 SAINT CLOUD, au 1 rue de Béarn 92210 SAINT CLOUD, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002.

Cette décision est adoptée par l'associée unique.

**DEUXIEME DECISION**

En conséquence de la résolution qui précède, l'associée unique décide de modifier comme suit l'article 4 des statuts :

**" ARTICLE 4 - Siège social**

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 1 rue de Béarn 92210 SAINT CLOUD"

Le reste de l'article est inchangé.

*P.S*

Cette décision est adoptée par l'associée unique.

### **TROISIEME DECISION**

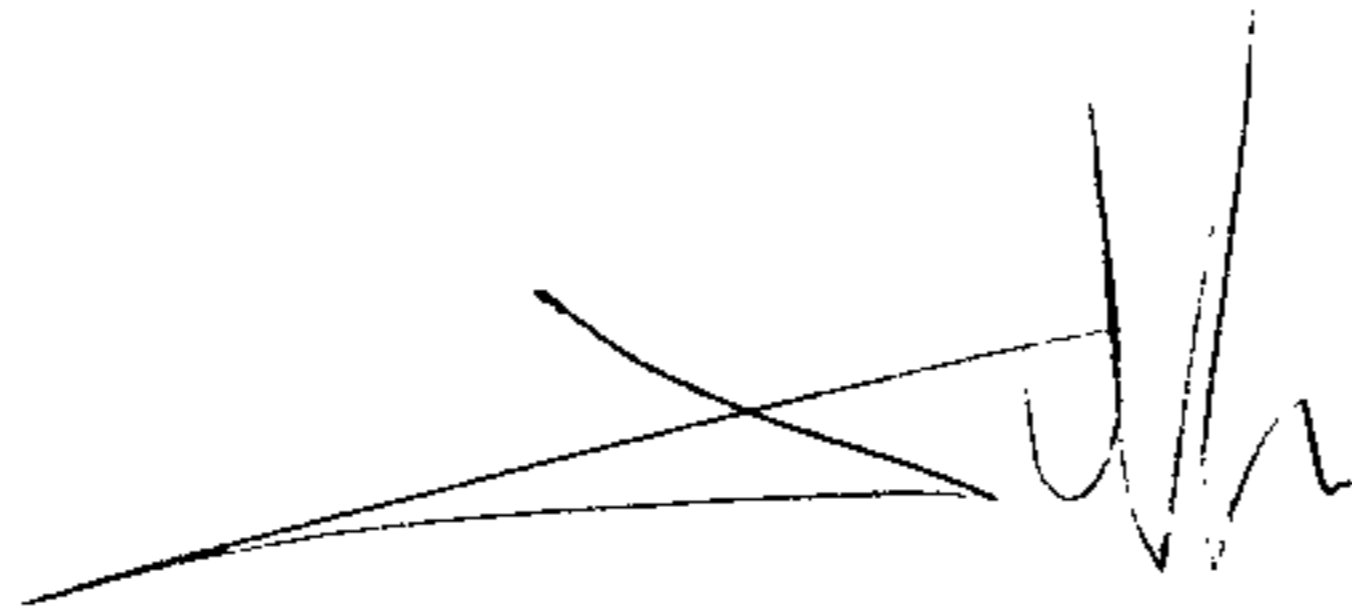
L'associée unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette décision est adoptée par l'associée unique.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Gérante, associée unique.

Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

*copie certifiée*  
**DGB**  
*SCP D'AVOCATS*  
6, rue Meissonier - 75017 PARIS  
Tél.: 01 56 79 10 00 - Fax : 01 56 79 10 01  
R.C.S. PARIS D 440 743 326

**STATUTS**

**15 LOVE**

**Société à responsabilité limitée**

**Au capital de 8.000 €**

**Siège social : 1 rue de Béarn**

**92210 SAINT CLOUD**

**RCS NANTERRE n° B 440 997 005**

- **Statuts à jour de l'AGE en date du 18 juillet 2002**

**15 - LOVE**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 8.000 Euros**  
**Siège social : 1 rue de Béarn**  
**92210 SAINT CLOUD**

<b>STATUTS</b>
----------------

La soussignée :

**Madame Sarah PITKOWSKI - MALCOR**  
demeurant 2 rue des Viris – 92210 SAINT CLOUD  
née le 13 novembre 1975 à SECLIN (59)  
de nationalité française,  
joueuse professionnelle de tennis  
Mariée sous le régime de la séparation des biens

a établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle a décidé d'instituer.

**TITRE I**

**FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE DUREE - EXERCICE – GERANCE**

**ARTICLE 1 - Forme**

La société est une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les dispositions des articles L 210-1 et suivants du code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

## **ARTICLE 2 - Objet**

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- L'activité de : prestations de services dans le domaine du tennis en particulier, et du sport en général, conseil et conférences dans le domaine sportif, organisation d'événements, promotion de l'image de sportif professionnel ;
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;
- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

## **ARTICLE 3 - Dénomination**

La dénomination de la société est :

### **15 - LOVE**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société à responsabilité limitée » ou de l'abréviation « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social.

## **ARTICLE 4 - Siège social**

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 1 rue de Béarn - 92210 SAINT CLOUD

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision de l'associée unique ou décision collective extraordinaire des associés.

## **ARTICLE 5 - Durée**

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2101, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

**ARTICLE 6 - Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2002.

**ARTICLE 7 - Gérance**

Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR, associée unique, exerce la gérance de la société sans limitation de durée.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

**TITRE II****APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES****ARTICLE 8 - Apports**

La soussignée fait apport à la société, savoir :

**1 - Apports en numéraire**

- Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR apporte à la société la somme de quatre mille euros,

ci ..... 4.000 euros.

Montant des apports en numéraire : ..... 4.000 euros.

Cette somme de quatre mille euros a été déposée sur un compte ouvert dans les livres de la banque CREDIT DU NORD, Avenue Jean-Baptiste Clément 92100 BOULOGNE au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

**2 - Apports en nature :**

- Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR apporte à la société sous les garanties ordinaires et de droit :

le matériel, dont la liste et la description figurent en annexe, servant à l'exploitation de la société, évalués à la somme de : quatre mille euros. (4.000 euros).

Montant des apports en nature : 4.000 euros.

S.P.M

## ARTICLE 9 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 8.000 euros.

Il est divisé en 800 parts de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 800, attribuées en totalité à Sarah PITKOWSKI-MALCOR.

L'associée unique déclare que ces parts sont toutes libérées intégralement.

Il est divisé en 800 parts de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 800 intégralement attribuées à l'associée unique en proportion de ses apports, savoir :

- Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR  
à concurrence de huit cent parts, numérotées de 1 à 800  
ci.....800 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 800 parts

## ARTICLE 10 - Modification du capital social

### I - Augmentation du capital

#### Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associée unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

### II - Réduction du capital social

1 - Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associée unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

2 - Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidé que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital ayant pour effet de le porter à ce minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution de la société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.

### **ARTICLE 11 - Représentation des parts sociales**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associée dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

### **ARTICLE 12 - Cession et transmission des parts sociales**

1 - Les cessions de parts doivent être constatées par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du Tribunal de commerce.

2 - Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associée unique sont libres.

3 - En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la société autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les sociétés commerciales.

4 - En cas de décès de l'associée unique, la société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, son conjoint survivant.

5 - En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associée unique et son conjoint, la société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées entre les époux.

**ARTICLE 13 - Indivisibilité des parts sociales**

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux.

**ARTICLE 14 - Décès ou incapacité d'un associé**

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associée unique ou l'un des associés.

**TITRE III****GERANCE****ARTICLE 15 - Pouvoirs de la gérance**

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont nommés par l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique : l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « Pour la société - Le Gérant », suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

**ARTICLE 16 - Cessation des fonctions des gérants**

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associée unique ou par une décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, en cas de pluralité d'associés, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également résilier ses fonctions mais seulement en prévenant l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

**ARTICLE 17 - Rémunération de la gérance**

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associée unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

**ARTICLE 18 - Conventions entre la société et la gérance ou un associé**

1 - Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est également associé ou gérant de la S.A.R.L.

2 - Lorsque la société n'est pas pourvue de commissaire aux comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associée unique ou de la collectivité des associés.

3 - La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associée unique, gérant ou non. Toutefois, le gérant non associé ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

4 - Les conventions conclues par l'associée unique ou par le gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associée unique.

5 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

## TITRE IV

### DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

#### ARTICLE 19 - Décisions de l'associé unique ou des associés

1 - L'associée unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

2 - Les décisions de l'associée unique sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.

3 - En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

4 - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

#### ARTICLE 20 - Information de l'associé unique ou des associés

1 - L'associé unique non gérant, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

## **TITRE V CONTROLE DE LA SOCIETE**

### **ARTICLE 21 - Commissaires aux comptes**

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

## **TITRE VI**

### **COMPTES SOCIAUX - BENEFICES – DIVIDENDES**

### **ARTICLE 22 - Comptes sociaux**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

### **ARTICLE 23 - Affectation et répartition des résultats**

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associée unique. Lorsque la société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associée unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associée unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associée unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

## **TITRE VII**

### **PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION – CONTESTATIONS**

#### **ARTICLE 24 - Prorogation**

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, l'associée unique ou les associés doivent décider si la société doit être prorogée ou non.

#### **ARTICLE 25 - Dissolution - Liquidation**

1 - La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

2 - Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associée unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

3 - Lorsque la société comporte plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation.

Sa dénomination doit alors être suivie des mots « Société en liquidation ». Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

#### **ARTICLE 26 - Contestations**

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

### **TITRE VIII**

#### **FORMALITES**

#### **ARTICLE 27 - Personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés**

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

#### **ARTICLE 28 - Actes souscrits au nom de la société en formation**

Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR, associée unique, a établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la société. Cet état est annexé aux présents statuts.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés entraînera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

En outre, Madame Sarah PITKOWSKI-MALCOR, associée unique et seule gérante agira au nom et pour le compte de la société en formation, jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Elle passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la société.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

#### **ARTICLE 29 - Frais**

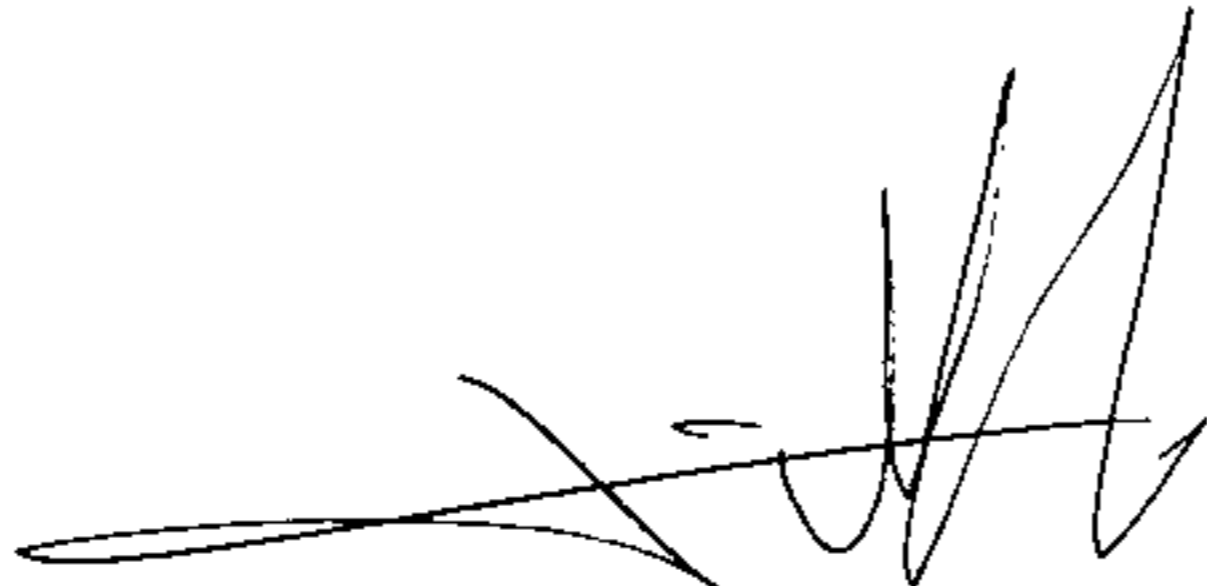
Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des « Frais d'établissement » et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Fait à SAINT CLOUD

Le 11/1/92.

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

**Sarah PITKOWSKI-MALCOR**



**ANNEXE 1**

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN  
FORMATION**

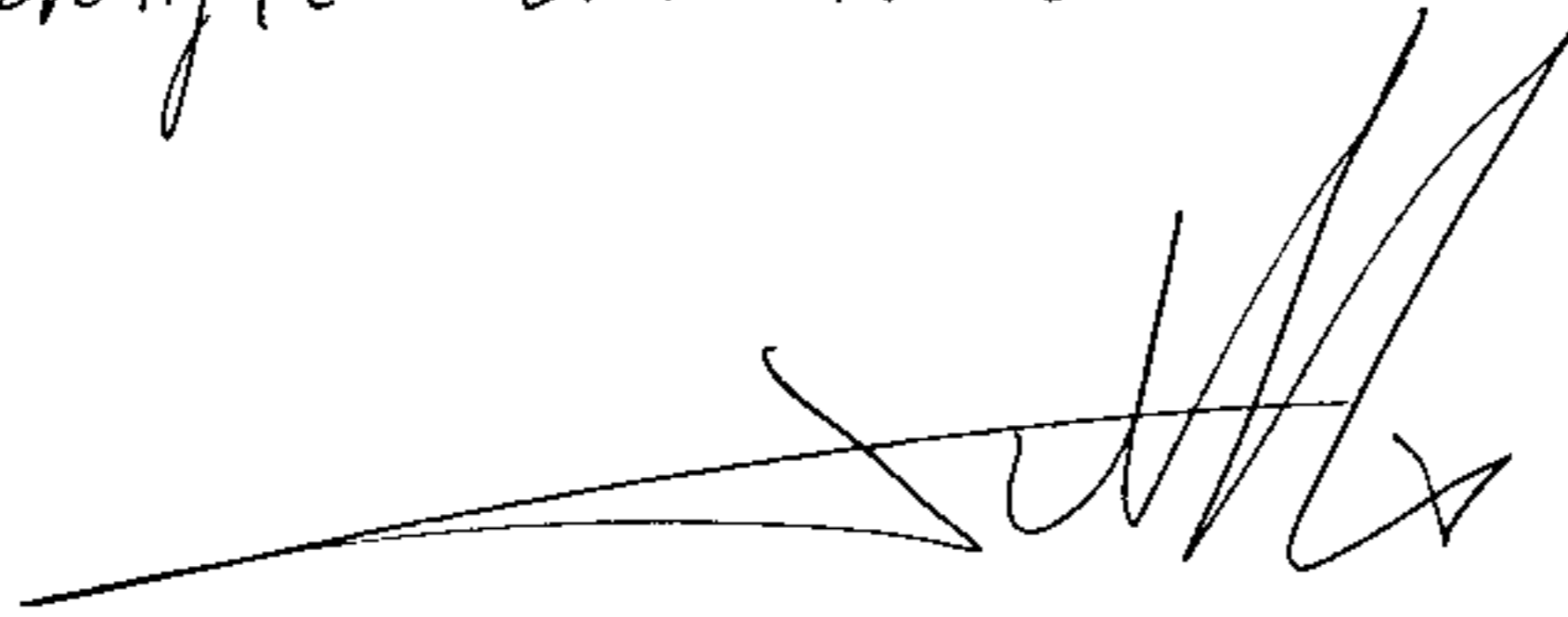
**ANNEXE 2**

**LISTE DU MATERIEL APPOSITE EN NATURE PAR MADAME SARAH  
PITKOWSKI-MALCOR :**

- Un ordinateur COMPAQ PRESSARIO 1685
- Une imprimante EPSON et un scanner STILUS 2000
- Un téléphone mobile ERICKSON T29 S
- Un bureau IKEA
- Quatre chaises IKEA
- Un ordinateur de poche CASIO

Montant retenu par l'associée unique à quatre mille euros (4.000 E.)

*Certifié sincère et véritable*

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, stylized strokes that form a cursive name.